

Document politique, 5^{ème} Congrès du PGE

Refonder l'Europe, créer de nouvelles convergences progressistes

Depuis le IV^e congrès du PGE qui s'est tenu à Madrid en décembre 2013 et singulièrement depuis le début de l'année 2015, crises et ruptures se sont aggravées dans toute l'Europe, jusqu'à devenir pour l'Union européenne une crise existentielle. Les problèmes économiques et sociaux se sont aggravés. Cette période a associé un autoritarisme grandissant des politiques d'austérité et dans la dernière période des éléments de dislocation. Les forces politiques dominantes, qu'elles soient conservatrices, démocrates-chrétiennes, libérales, auxquelles il faut ajouter l'aile droite des sociaux-démocrates, qui considèrent le capitalisme comme un horizon indépassable, sont dans une impasse. Elles sont confrontées à la crise du capitalisme, au borbier dans laquelle elles ont elles-mêmes conduit l'UE et à des divisions importantes au sein même de leurs familles politiques. L'avenir de l'Europe est plongé dans une incertitude croissante d'autant que la recomposition des rapports de force internationaux a des conséquences directes sur l'UE et sur la manière dont elle s'inscrit dans le monde.

L'ensemble de l'édifice européen craque et peut s'effondrer. La question européenne est de nouveau posée dans son ensemble, et même dans ses fondements. Les valeurs qui prétendaient fonder l'Union européenne sont de facto réduites à néant. La différence de traitement entre des pays comme la Grèce, et ceux qui peuvent se targuer du rang de puissance régionale, tels que le Royaume-Uni, montre la violence des rapports de force, entre autres institutionnels, au sein même de l'Union Européenne. Le Brexit marque un tournant dans l'histoire de l'Union Européenne. Avant même le vote, les négociations sur le Brexit ont sanctuarisé un peu plus la pratique du dumping social dans l'Union Européenne elle-même. Le fait que pour la première fois depuis 1957 un peuple décide de quitter l'Union Européenne marque la faillite de l'Europe marchande et financière. L'échec cinglant et le refus de l'UE de traiter question des migrants en appliquant les principes de solidarité et du droit international cristallisent la faillite du modèle actuel et renforcent des tendances lourdes à la dislocation de l'UE. L'impasse et l'échec de la politique de la BCE, qui injecte encore à perte 1500 milliards d'euros d'ici mars 2017 pour le seul profit des banques et des très grandes entreprises démontrent son incapacité structurelle à envisager un autre modèle économique. On nous oppose depuis des années les dogmes des traités pour refuser les changements progressistes que nous proposons. Mais aujourd'hui, la vérité est que tout est sur la table, tous les débats sont à nouveau ouverts.

Aujourd'hui, les forces du statu quo sont dépassées et celles de la réaction sont à l'offensive partout en Europe. Les courants de droite et d'extrême droite poussent en avant des solutions rétrogrades et xénophobes. La crise politique est générale. Le continent est au seuil d'un basculement qui peut conduire les peuples à se refermer sur eux-mêmes, avec tous les risques de tensions et de dislocation que cela comporte, alors que la guerre est aux portes de l'Union européenne, en Ukraine et sur les rives de la Méditerranée.

Dans ce contexte, le PGE se doit d'être plus que jamais à l'offensive pour une Europe solidaire, féministe, démocratique et coopérative. Le PGE rassemble des forces diverses, communistes, socialistes, républicaines, anticapitalistes, écologistes, féministes, écosocialistes et d'autres forces démocratiques et progressistes. En cette période de lutte de classes exacerbée, il se conçoit comme un outil au service des intérêts du plus grand nombre en Europe en défendant la perspective du socialisme démocratique pour les peuples d'Europe. La crise historique de la social-démocratie est due à l'alignement de ses directions sur le néolibéralisme et à la construction libérale de l'Union Européenne depuis les années 80. Elle peut ouvrir la voie à la construction d'une Gauche portant un projet alternatif au néolibéralisme. Le PGE veut dialoguer avec toutes les forces disponibles pour un tel projet. Conscient des enjeux, le PGE propose à l'ensemble de la gauche politique européenne, aux forces sociales et citoyennes disponibles d'ouvrir de larges espaces de débat, de larges fronts de lutte pour construire des majorités antilibérales aptes à renverser les rapports de force en faveur des peuples. L'issue des convulsions politiques et économiques n'est pas écrite. Nous voyons surgir le pire avec la poussée permanente de forces de droite extrême et d'extrême droite dans toute l'Europe. Nous voyons aussi la poussée de forces de gauche qui cherchent à ouvrir, certes dans un rapport de forces encore très défavorable, des issues progressistes, comme en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Irlande.... Dans cet affrontement aux tendances très contradictoires, les responsabilités de la Gauche européenne sont plus grandes que jamais. Il est urgent de sortir les peuples européens du dilemme mortel dans lequel les classes dirigeantes cherchent à les enfermer : ou bien l'acceptation de l'austérité sans fin et de la concurrence anti-sociale, ou bien la soumission autoritaire ou l'expulsion de la zone Euro, voire de l'UE elle-même ; ou le libre-échange sans barrière de la mondialisation capitaliste ou le repli sur soi. Nous refusons ce qui accentuerait encore davantage la crise par un déchaînement plus brutal encore de la mise en concurrence et

de la spéculation contre les peuples, et peut même conduire à une régression civilisationnelle majeure dans toute l'Europe. Nous voulons une Europe de la solidarité et du progrès social partagé. Ouvrir un autre possible, un autre chemin est notre ambition. Ce nouvel espoir doit prendre le chemin de profonds changements en Europe, pour refonder l'Europe, pour fonder une autre Europe et sauver les peuples de l'austérité et des replis xénophobes. Cela souligne l'urgence d'un changement des rapports de force, pas seulement dans chacun de nos pays, à fortiori dans un seul, mais progressivement dans plusieurs pays et à l'échelle de l'Europe toute entière.

I- Crise historique de la construction européenne : les éléments de rupture

1) Un contexte international aggravé

L'incapacité des classes dirigeantes à apporter des solutions durables à la crise systémique du capitalisme de 2008 est un élément structurant de la crise européenne. La gestion de la crise qui a éclaté en 2008 s'est construite en cherchant à reconstituer le modèle néo-libéral d'avant la crise en garantissant les privilèges des « 1% » et la liberté d'action des banques et des grandes entreprises. La crise a fait chuter la production, développer le chômage, avec des inégalités explosives dans chaque pays et entre pays. Le spectre d'une stagnation séculaire fait son chemin. Pire, les conditions d'une suraccumulation financière se reproduisent pour un nouveau krach financier, de plus grande ampleur, dans les années à venir.

Depuis le début des années 2000, la déréglementation financière a entraîné une flambée des prix des logements, des montants imprévisibles de crédits pour les promoteurs immobiliers et les propriétaires, ce qui a entraîné d'énormes endettements et des bulles de crédit. Les grandes villes ont connu une restructuration du centre des zones urbaines qui a mené à la gentrification, avec comme résultat un nettoyage social massif des pauvres. Autour de la ventilation financière de 2008, nous avons vu un soutien massif des sociétés financières, avec le versement de milliards dans un renflouement, endettant les Etats et combiné avec des mesures d'austérité contre la population. Les défauts de paiements et les expulsions massifs, d'abord et avant tout en Espagne, se sont répandus dans toute l'Europe. Les fonds d'investissements privés internationaux et les fonds spéculatifs de 2015 sont entrés dans le secteur européen du logement, créant ainsi les conditions pour le prochain éclatement de la crise.

La crise européenne multiforme, qui s'étend jusqu'à la Russie, s'inscrit dans les nouveaux déséquilibres mondiaux et les aggrave : les évolutions des économies américaines et chinoises sont de plus en plus divergentes et l'ensemble de l'économie mondiale s'en trouve déstabilisée. Les pays « émergents » sont également secoués : baisse du prix des matières premières, taux de change erratiques, tentations du tout-à-l'exportation. L'accumulation des dettes publiques comme privées déstabilise encore davantage l'économie. Celles-ci ont plus que doublé entre 2004 et 2015. Alors que la production industrielle a décliné de 3% en 2015, la politique de la BCE est incapable de relancer l'économie de manière significative. Pire, cette politique nourrit une bulle spéculative sur les dettes publiques. Tout cela illustre l'incapacité des classes dirigeantes à concevoir une autre politique et l'impasse politique et morale dans lesquelles elles plongent l'Europe.

Trois nouveaux éléments sont apparus depuis 2013.

D'abord, la guerre est redevenue l'horizon immédiat de l'Europe. La guerre civile en Ukraine a fait plus de 10 000 morts depuis avril 2014. Elle provoque de profondes divisions en Europe qui rappellent celles de la guerre froide. Les accords de Minsk ne sont toujours pas intégralement appliqués. La Gauche Européenne exige l'application réelle des accords de Minsk par l'ensemble des parties en présence. La situation de chaos qui règne dans de vastes régions du globe, de l'Afrique au Proche et Moyen-Orient, déstabilise les rapports géopolitiques mondiaux. La dislocation d'Etats entiers comme l'Irak, la Lybie, la Syrie, sous le coup à la fois de guerres, notamment provoqués par l'impérialisme occidental, et de politiques de libéralisation à outrance, laisse le champ libre à de nouveaux totalitarismes et de nouveaux obscurantismes tels que l'« organisation de l'Etat islamique ». Des régions entières du globe sont aux prises avec une remise en cause barbare des principes d'égalité et de justice.

La guerre civile en Syrie est en passe de devenir le conflit le plus meurtrier depuis 1945. La guerre civile provient du fait que le mouvement démocratique et pacifique a été aux prises avec la brutale réaction du régime d'Assad, puis cette guerre civile s'est transformée en guerre régionale voire internationale indirecte, du fait de l'intervention de puissances régionales ou internationales. Le PGE soutient dans ce contexte la

lutte du peuple Kurde, dont les forces sont pratiquement les seules à lutter à une échelle significative pour société démocratique, pluraliste et antipatriarcale. La Gauche Européenne défend l'urgence d'une solution pacifique et politique durable. Elle promeut l'idée d'un plan global de paix pour le Proche et le Moyen-Orient et pour la région méditerranéenne.

L'accord conclu par les grandes puissances avec l'Iran écarte, au moins provisoirement, un risque de guerre. Il enlève également aux états de la région le prétexte de se doter de l'arme nucléaire. La Gauche Européenne défend l'établissement d'une zone sans arme nucléaire ni arme de destruction massive au Proche et Moyen-Orient. Cela s'applique donc également à Israël. Le PGE défend la perspective d'un désarmement nucléaire global.

Les conflits au Proche-Orient, exacerbés par les interventions impérialistes, ont ouvert la porte à l'extrémisme et au terrorisme qui atteignent désormais le cœur de l'Europe. Les attentats terroristes sont les pires ennemis de la démocratie, à la fois par eux-mêmes et parce qu'ils sont utilisés comme prétexte pour la mise en place de politiques « anti-terroristes » qui font reculer les droits fondamentaux. De plus, ils offrent un espace à la propagande xénophobe et raciste et aux forces d'extrême-droite. Pour ces raisons, de tels phénomènes fruits d'une idéologie totalitaire doivent être combattus sans répit.

Ensuite, la crise écologique s'aggrave malgré toutes les alertes. La question n'est pas si nous allons entrer dans une crise écologique, mais comment nous construisons une issue à la crise écologique dans laquelle nous sommes entrés depuis plusieurs années. Nous savons qu'au-delà de 1,5°C de hausse par rapport à l'ère préindustrielle, le réchauffement de la basse atmosphère entraînera plus que probablement des catastrophes écologiques et sociales très difficilement réversible. La crise écologique est une conséquence de l'extension du mode de production capitaliste qui entraîne d'une part un productivisme sans limite, au détriment des ressources naturelles et d'autre part un consumérisme aliénant. Le tout se faisant au détriment des productions et des besoins sociaux qu'il serait nécessaire de développer et de satisfaire. Le monde du futur qui est à repenser est inséparable de la prise en compte du « temps long » de notre environnement naturel, des limites que la société doit être capable de se fixer dans l'exploitation des ressources naturelles, de la recherche d'un « bien vivre » qui envisage l'épanouissement humain de façon inséparable au développement d'un environnement vivable. Aujourd'hui, toute perspective socialiste est inséparable de la transition écologique, de transformation des modes de production dans le sens de la satisfaction des besoins sociaux et de la préservation de l'environnement.

Le monde est confronté à un défi de civilisation. L'élection de Donald Trump, aventurier milliardaire sans scrupule, belliciste, sexiste et raciste, soutenu par les courants ultra conservateurs et d'extrême-droite américains, à la tête de la première puissance mondiale peut annoncer une période de grande instabilité. La candidature d'Hillary Clinton ne représentait certes pas une réelle alternative, d'autant plus qu'elle était soutenue par des forces libérales et interventionnistes. Mais désormais, le basculement des Etats-Unis peut devenir le point de départ d'une nouvelle crise économique et d'une spirale de guerre. Ce résultat est le fruit des fractures sociales causées par la mondialisation capitaliste, et des sentiments de peur et de haine que la faillite de l'ordre du monde provoque.

2/ Des sociétés fracturées et mises à genoux

Les politiques d'austérité engendrent une régression sociale majeure sur le continent. Les salaires, les conventions collectives et les systèmes de répartition sont la cible permanente des politiques d'austérité. Les classes dirigeantes mettent à profit la crise pour prendre leur revanche sur les conquêtes sociales issues des luttes ouvrières du XXe siècle. Le chômage de masse, la précarité et la pauvreté défigurent toutes les sociétés européennes. Le libre-échange à l'intérieur des frontières de l'UE sans aucune harmonisation sociale favorise le dumping social, une dérégulation généralisée et l'abaissement du prix du travail. Au nom de ce chantage on casse les protections sociales, on licencie plus vite et plus facilement, on précarise, on étrangle l'activité économique. L'UE est là encore une machine qui accélère la destruction massive de l'emploi et de fabrication du chômage et de la pauvreté. Les inégalités femmes-hommes se renforcent avec la précarisation. Les inégalités femmes-hommes et la surexploitation des femmes augmentent. Les femmes sont de moins en moins protégées dans le monde du travail. Les emplois non déclarés comme aide-ménagère frappent particulièrement les femmes immigrantes. Le commerce avec les femmes migrantes et les femmes de l'Europe de l'Est comme aide domestique doit cesser. A la place, nous devons lutter pour des offres de services de garderie publique de qualité et abordable pour tous les enfants, pour que les femmes puissent

participer au marché du travail sur un pied d'égalité avec les hommes, c'est à dire que les femmes devraient avoir un salaire égal à celui des hommes. Sur les questions sociales et sociétales, rien n'est fait pour harmoniser les droits vers le haut, en particulier le droit d'avoir un emploi et les droits des femmes. Cette régression des droits des femmes est fatale. Les politiques d'austérité les poussent vers le travail au noir, l'exclusion voire la prostitution.

Les remises en cause des garanties et accords collectifs régissant les rapports entre patrons et salariés s'accroissent en Europe. La quasi-totalité des pays de la zone Euro sont à une croissance infime voire nulle (0,3% de moyenne dans la zone Euro pour le 2e trimestre 2015). Cette vision fondée sur la réduction à tout prix des « coûts » (du travail, de la dépense publique, de la protection sociale) empêche toute relance saine de l'activité économique, encourage la diminution de l'investissement, entretient le chômage de masse. Un Européen sur quatre (122 millions d'habitants) est menacé de pauvreté. Les chiffres sont encore plus élevés pour les femmes, les jeunes, les enfants. Cela va jusqu'à provoquer une crise humanitaire, aggravée par le démantèlement des services publics de santé. Les services publics sont partout attaqués par le capitalisme néolibéral.

Ces politiques d'austérité et la stagnation économique qui en résulte aggrave les déséquilibres internes à l'Europe. La divergence croissante des indicateurs économiques et sociaux entre les pays d'Europe du Nord et ceux du Sud s'approfondissent. L'écart se creuse entre les pays où le taux de chômage est au plus bas, et ceux où il ne cesse d'augmenter. Une amplitude de 20 points sépare la Grèce de l'Allemagne, selon les chiffres officiels. Ce contraste est encore plus visible chez les jeunes de moins de 25 ans, pour qui les écarts vont du simple au septuple. La nouvelle génération sait qu'elle vivra globalement moins bien que ses parents. La mise en concurrence des régions et des métropoles accentue les déséquilibres territoriaux. La casse des services publics rend nos sociétés plus fragiles et de plus en plus porteuses d'exclusion. Sur ces divisions, prospèrent des idéologies dangereuses et ségrégatives.

En Europe centrale et en Europe de l'Est, les années qui ont suivi la restauration capitaliste et la transition, marquée par l'intégration européenne, n'ont pas eu les résultats escomptés. Les niveaux de vie et de salaires demeurent bien plus bas que dans les autres pays européens. Presque toutes les banques sont privatisées et la majorité d'entre elles sont entre les mains de banques occidentales. Les systèmes productifs sont démantelés, ce qui conduit au chômage de masse et à l'émigration des centaines de milliers de personnes à la recherche d'une vie meilleure. Les régions rurales sont complètement abandonnées.

L'ensemble de ces éléments souligne le risque de régression sociale majeure qui plane sur le continent. L'Union Européenne n'est ici plus un élément de régulation, mais un promoteur de politiques qui renforcent la crise et d'exacerbation de ses conséquences.

3 / La crise démocratique : les peuples bafoués, l'UE éclatée

Une fracture démocratique s'est aggravée depuis 2015 avec le traitement différencié selon les pays et selon les sujets. Les classes dirigeantes s'arc-boutent sur l'autoritarisme monétariste fiscal et financier et sur le fédéralisme autoritaire appliqué à la question budgétaire et de la dette. Les déclarations de Junker après la victoire de Syriza en janvier 2015 selon laquelle il n'y aurait "pas de choix qui va à l'encontre des traités européens" montrent que plus ce modèle échoue, plus il est porté au pinacle par les promoteurs de ces traités. L'absurdité économique du dogme des "3%" de déficit budgétaire est aujourd'hui largement reconnue, même chez les libéraux, sans que les positions des dirigeants européens soient maintenues comme un outil politique d'asservissement des peuples et des gouvernements qui cherchent à s'en extraire. Le diktat imposé à la Grèce et au gouvernement d'Alexis Tsipras et de Syriza a été précédé par un véritable coup d'état bancaire qui visait à couper les vivres au pays. Il montre la brutalité des méthodes de pression exercées par la troïka ainsi que leur mépris total pour le verdict des urnes. Les tentatives plus indirectes de déstabilisation du gouvernement portugais s'inscrivent in fine dans la même logique. Mais quand David Cameron, au nom de la Grande-Bretagne, dont la puissance économique est autrement plus grande, et le rôle dans les rapports de force internationaux autrement plus influent, exige des concessions qui vont dans le sens d'une précarisation renforcée, il est entendu.

Les gouvernements ultranationalistes, autoritaires et cléricaux qui sont arrivés au pouvoir en Europe de l'Est accentuent cette régression démocratique et le recul des droits. Ils livrent en outre une bataille de réécriture de l'histoire dans un sens réactionnaire. Les forces de gauche et les communistes sont l'objet d'attaques incessantes dans les pays d'Europe centrale et orientale. Les gouvernements ne lésinent pas sur les moyens pour discréditer et détruire les forces progressistes, afin de se maintenir au pouvoir. Depuis 2014, l'ensemble de l'appareil d'État ukrainien s'est focalisé sur la destruction du Parti communiste d'Ukraine. Les campagnes

de « décommunisation » en Ukraine, en Roumanie, en Pologne, en Bulgarie et dans d'autres pays ont pour objectif d'interdire les organisations communistes et de faire disparaître les monuments et les toponymes communistes du paysage. Il est cependant possible de s'opposer par des voies légales à de tels processus, comme le montre l'exemple de la République de Moldavie et de la Hongrie. Dans de nombreux pays de l'UE, il existe une réelle réaction hostile sur le droit des femmes à disposer de leur propre corps. Il y a de fortes attaques contre les droits à l'avortement de la part des Gouvernements de droite et de l'Eglise Catholique et Orthodoxe. Les femmes se sont battues durement pour récupérer leur droit sur leur propre corps. Les Polonaises ont eu une victoire. Une interdiction totale de l'avortement a été changée en avortement sous certaines conditions. Les Polonaises continuent leurs luttes pour le droit de décider elles-mêmes de l'avortement. Le corps d'une femme est le sien et elle a le droit de décider si elle veut mettre fin à une grossesse ou non. Le Parti de la Gauche Européenne revendique le droit à l'avortement dans tous les pays européens.

Sur les questions sociales et sociétales, rien n'est fait pour harmoniser par le haut les droits, en particulier le droit du travail et les droits des femmes. La régression des droits des femmes à disposer de leur corps et les violences machistes à leur encontre ne sont nullement sanctionnées par l'UE. Quand un pays décide unilatéralement de fermer ses frontières et de ne pas respecter les règles européennes sur les migrants, il n'encourt pas les foudres de Bruxelles. Huit pays ont aujourd'hui fermé leur frontière, et l'Union européenne laisse faire.

Le Brexit a donné une nouvelle dimension à la crise. Le résultat du Brexit doit être accepté comme un fait. Le choc du Brexit révèle l'ampleur du rejet de l'intégration néolibérale de l'UE. Il met en évidence la profondeur des lignes de fractures territoriales et sociales, suite à plus de trente ans d'austérité et de mondialisation capitaliste. C'était une protestation sociale. Cependant, l'extrême droite a exploité la protestation. La stratégie de la droite a déchainé les forces de la xénophobie. Le nouveau Gouvernement Britannique cherche à être encore plus à droite que le précédent, en combinant une austérité encore plus brutale avec une plus grande stigmatisation des travailleurs immigrés, de la démocratie et de la direction politique dans toute l'UE. Prenant en compte les conséquences réelles qui émergeront du Brexit, ce processus devra être soumis à une évaluation et une décision démocratiques. Pour la gauche au Royaume-Uni, le combat pour maintenir la liberté de circulation, les droits humains et la protection des postes de travail est d'une actualité brûlante et pourrait former la base d'un changement radical dans la démocratie et dans la direction politique à travers l'UE. Le PGE soutient le droit des personnes d'Irlande du Nord et d'Ecosse, qui ont voté contre le Brexit, de voir leur souhait respecté au sujet du Brexit. Cela soulève aussi une question pour la Gauche et pour sa capacité à avancer avec une alternative pour les peuples d'Europe.

4 / Le continent au seuil d'un basculement idéologique

La crise politique se généralise en Europe. Les gouvernements sortants sont presque systématiquement sanctionnés lors des échéances électorales. Des chocs politiques rapides et contradictoires polarisent le débat public européen. La montée des sentiments xénophobes et nationalistes pose un défi existentiel à la gauche en Europe. Le continent est menacé par un basculement idéologique d'ampleur. Dans différents pays, selon différentes formes, des forces d'extrême-droite et des populismes droitiers cherchent à imposer leurs thèmes de prédilection. La désorientation, le désespoir, la peur face aux évolutions internationales leur offrent une importante caisse de résonance. Le discours "protecteur" voire "social" de l'extrême-droite, qui s'inscrit dans une ancienne tradition de ce courant remontant aux fascismes européens, est utilisé afin d'assurer leur marche au pouvoir et de marginaliser la gauche et le mouvement ouvrier.

La ligne politique de certains gouvernements légitime leur discours et en font des forces de recours, comme en Slovaquie. Un bloc autoritaire est au pouvoir dans plusieurs capitales européennes : à Varsovie, à Budapest, à Bratislava. Les évolutions des gouvernements Baltes s'inscrivent dans la même logique.

Lors du troisième tour de l'élection présidentielle en Autriche, le candidat de l'extrême droite nationaliste allemand du Parti de la liberté, a été battu par un large front allant des forces critiques de la société civile aux représentants des partis traditionnels. C'est un grand succès, mais le danger n'est pas écarté, parce que les causes sociales et politiques de la montée de l'extrême droite existent toujours. Les poussées de l'extrême-droite en Allemagne sont un phénomène inconnu depuis 1945. En France, le FN se place au cœur du jeu politique et affiche ses ambitions pour les élections générales de 2017. En Belgique, un parti nationaliste flamand proche de l'extrême-droite siège au gouvernement. Même dans les pays Scandinaves, auparavant réputé pour leur humanisme et leur solidarité, l'extrême droite a connu un développement dangereux. Il y a, depuis longtemps, un parti fort d'extrême droite au Danemark, le Parti Populaire Danois, qui a réussi à mettre

en œuvre la politique d'immigration la plus xénophobe jamais vue. En Norvège, Suède et Finlande, il y a également de fort partis de droite, et le parti Suédois "Démocrates Suédois" a même ses origines dans le mouvement néo-nazi. Enfin, l'essor de Aube Dorée en Grèce après 2012 a permis à ce gang criminel néonazi d'acquérir une représentation dans les institutions locales, nationales et Européenne, en dépit du fait qu'une large partie de sa direction est en procès pour meurtre et possession illégale d'armes, etc.

En Europe centrale et en Europe de l'Est, l'essor du nationalisme, du néo-fascisme et de la xénophobie profite de l'appauvrissement de la population et de la crise démocratique. En Ukraine, dans les Pays Baltes et dans d'autres pays d'Europe orientale, l'extrême-droite est en situation de participer, sous une forme ou sous une autre, à des solutions de pouvoir. La dénonciation des « ennemis de l'intérieur » connaît un impact important dans les populations. La crise économique et le chômage provoquent le renforcement de la haine contre les migrants et les Roms, devenus boucs émissaires.

En Turquie, Erdogan utilise le régime de l'état d'urgence comme un instrument pour détruire violemment la démocratie, écraser les libertés, museler les médias, réduire les pouvoirs de l'opposition, lever l'immunité parlementaire, emprisonner les Députés du HDP et mener une guerre meurtrière contre la population Kurde du Pays.

Mais cette évolution idéologique est en bute à d'importants contre-points qui font que ce basculement vers une régression historique du continent ne s'est pas encore produite. Les peuples se mobilisent contre la corruption des classes dirigeantes et contre le blocage politique de certains pays. Le renversement du Gouvernement Roumain en novembre 2015 et les manifestations massives en République de Moldavie contre la corruption en sont des signes. En Europe de l'Ouest et surtout en Grèce, le mouvement de solidarité envers les migrants montre que l'esprit d'accueil demeure vivace en Europe et qu'il ne s'agit pas d'un "luxe" de pays riches. Ce mouvement de solidarité est un frein et un pôle de résistance contre le basculement des sociétés vers la xénophobie.

5 / La question des migrants comme catalyseur de la crise historique de l'Union Européenne

Le mélange d'impuissance et d'abjection avec lequel l'Union Européenne et la plupart des gouvernements ont réagi face à l'afflux des migrants révèle l'ampleur de la crise de l'Union Européenne et de ses principes. Cette crise oblige en même temps l'Europe à se reposer autrement la question de son avenir.

La crise des migrants recouvre une crise systémique. Il s'agit d'un phénomène massif et structurel qui est la conséquence de la dégradation rapide de la situation internationale et des politiques qui l'ont provoquée, parmi lesquels figurent les propres politiques de l'UE et de ses Etats. On estime que d'ici 2050, s'il n'y a pas de changement politique, 200 millions de migrants vont fuir les guerres, la crise économique, la dislocation des états, le chaos qui s'abat sur de vastes régions en Afrique et au Proche et Moyen-Orient, ainsi que les effets de la crise climatique. L'Union Européenne en porte une part importante de responsabilité. La conclusion d'accords bilatéraux de libre-échange a encouragé le démantèlement des services publics et, par conséquent, des politiques publiques dans nombre d'états africains. La participation de certains états européens aux guerres dans ces régions est également à porter au passif du bilan de l'UE. La crise des migrants signe la crise des rapports de l'UE au monde.

En outre, le fait que 1 million de réfugiés suscite tant de turbulences dans une construction politique qui regroupe 510 millions d'habitants souligne l'ampleur de la crise de l'UE. La situation humanitaire des réfugiés est un scandale international. La tentation d'utiliser les réfugiés comme outil de dumping social renforce les sentiments de repli voire de xénophobie dans les populations. La situation des femmes et des jeunes est particulièrement grave. Ils sont la cible privilégiée de violences, y compris sexuelles, et de la surexploitation au travail. La création de dispositifs spécifiques de protection, de protections juridiques et de personnel spécialisé est nécessaire.

Les pires relents de l'histoire se font sentir dans les mesures prises par un certain nombre de gouvernements : les gouvernements des états du groupe de Visegrad, le gouvernement danois. Les déclarations de Manuel Valls lors de la conférence de sécurité de Munich en février 2016 et celles, pires encore, du ministre de l'intérieur belge montrent que les pays d'Europe occidentale ne sont pas épargnés par l'ignominie.

Cette crise est l'occasion une fois de plus d'imposer un chantage à la Grèce, qui se retrouve seule pour gérer l'arrivée des migrants en Europe, alors que ce pays est l'un des seuls à avoir mis à disposition un grand nombre de places d'accueil. Il faut aussi saluer le courant de solidarité qui traverse la société grecque et qui permet de faire face à une situation très complexe, sans que cela ne profite à l'extrême-droite.

L'accord entre l'Union Européenne et la Turquie, condamné par les associations humanitaires, est un blanc-

seing insupportable donné au pouvoir d'Erdogan alors même que sa politique est un des facteurs de la crise au Proche et Moyen-orient, et qu'il déploie une répression féroce contre la population kurde, les démocrates turcs, la liberté de la presse. Il confirme la volonté des dirigeants européens de fermer les portes d'entrée de l'Europe aux populations fuyant la guerre, les violences et la misère. La quasi-totalité des chefs d'Etats ont tout accepté, trop heureux de se dégager de leurs responsabilités d'accueil et d'asile de populations en détresse.

La gestion de la crise des réfugiés par l'UE est une autre preuve solide de la banqueroute politique et morale du projet d'intégration européenne néolibéral. Les dirigeants de l'UE demeurent silencieux au lieu d'appliquer les sanctions contre les Etats-membres qui violent unilatéralement l'accord pour la relocalisation en sécurité et proportionnée des réfugiés qui arrivent et restent bloqués en Grèce et en Italie.

Conclusion : une nouvelle période historique

Au total, l'Union européenne et l'Europe toute entière entrent dans une nouvelle période historique. Après la période des deux blocs et du Marché Commun conclu originellement entre six pays, le Traité de l'Acte unique et les traités qui s'en sont suivis ont érigé la concurrence au rang d'un droit supérieur dans l'Union. Cela s'est accompagné d'une mise en concurrence des systèmes sociaux et de démantèlement des conquêtes sociales les plus avancées. Depuis quelques années, cet édifice bâti dans les années 1980 et 1990 se lézarde. Il traverse une grave crise de légitimité et le projet qui le sous-tend est aujourd'hui minoritaire parmi les peuples d'Europe. Une nouvelle période historique s'ouvre qui voit l'UE travaillée contradictoirement et parallèlement par le renforcement du fédéralisme autoritaire et des éléments de dislocation. Le continent européen se trouve donc bien à un tournant : soit les valeurs réactionnaires d'un bloc droitier combinées à un autoritarisme fiscal vont l'emporter, soit un nouveau bloc politique et social en faveur des intérêts des peuples réussit à émerger en Europe.

Si rien n'est fait, le dilemme pour les peuples est terrible : soit l'ensemble de l'édifice déraile sans que personne, en premier lieu parmi les classes dirigeantes, n'y soit préparé ; soit le continent continue de s'enfoncer dans l'austérité et le chômage de masse, et dans la fermeture des frontières.

Ce basculement n'est pas irrémédiable. Les peuples n'ont pas capitulé, bien au contraire. Des forces politiques, sociales et citoyennes existent pour refuser ce dilemme. C'est vers l'ensemble de ces forces que le PGE se tourne pour leur proposer de formuler une offre politique nouvelle au service d'une union des peuples souverains et solidaires d'Europe.

II- Un contrat social entre les peuples souverains et solidaires d'Europe :

Les axes d'actions de la gauche européenne pour sortir de l'austérité et des logiques libérales des traités européens

Le Parti de la Gauche européenne regroupe des organisations politiques qui portent une analyse différenciée sur le projet européen, mais ont en commun des objectifs : - refuser le dilemme des classes dirigeantes, soit un fédéralisme autoritaire foulant aux pieds la souveraineté populaire et les droits des nations ; soit l'exacerbation des égoïsmes et des rivalités nationales. Et unir les peuples européens autour d'un projet commun de solidarité et de justice sociale. Quels que soient les points de vue sur l'UE, la question centrale est celle du contenu et de la perspective politiques.

Le Parti de la Gauche européenne défend la perspective socialiste, définie comme une société de justice fondée sur la mise en commun des richesses, des moyens de production et sur la souveraineté des choix démocratiques, en harmonie avec les ressources limitées de la planète. Il rejette le capitalisme, générateur d'inégalités, d'injustice, de pauvreté et de guerres, ainsi que le patriarcat et toute discrimination.

Le Parti de la Gauche européenne s'est résolument engagé dans une démarche de construction et d'un front large avec des courants politiques, des acteurs sociaux et citoyens qui, même s'ils ne partagent pas l'ensemble de ses analyses, se retrouvent sur des axes politiques clés, de gauche, permettant de larges rassemblements à vocation majoritaire. Les exigences de la situation présente mettent les enjeux politiques à un niveau très élevé. Les axes du PGE visent à permettre d'engager le débat et des campagnes politiques sur des solutions concrètes, jusqu'à rendre possible les ruptures et les solutions alternatives nécessaires.

Le PGE défend l'idée d'un contrat social entre les peuples souverains et solidaires d'Europe. L'Europe doit devenir une union de nations et de peuples dont la souveraineté est respectée, dont l'objectif commun est le progrès humain. Nous sommes prêts à travailler à cette perspective avec les forces politiques, citoyennes, syndicales, sociales et intellectuelles disponibles à partir de cinq axes principaux. Ces axes prioritaires sont des axes d'action pour la gauche européenne. Ils supposent une remise en cause fondamentale du cadre existant de l'Union européenne.

Nous contestons les logiques du traité de Lisbonne et par conséquent des autres traités qui y sont contenus. Au prochain sommet européen en mars à Rome, à l'occasion de l'anniversaire du Traité de Rome, les dirigeants européens ont l'intention de jeter les bases d'une réforme des Traités. Il faut que la gauche européenne dénonce haut et fort qu'un approfondissement de cette Union libérale est contraire à l'intérêt des peuples. Nous nous opposons à un renforcement de l'Union économique et monétaire (UEM) ; à l'inscription dans le marbre du semestre européen et nous opposons tout autant au projet d'armée européenne en cours, a fortiori quand il fonctionne main dans la main avec l'organisation belliciste, l'OTAN. Nous nous fixons comme horizon la sortie du pacte budgétaire européen. Si nous nous battons en toute circonstance pour faire reculer ces logiques dans les choix politiques nationaux et européens, nous ne souhaitons pas aménager le cadre existant mais refonder l'Europe, tant il est visible qu'aucune politique de transformation sociale n'est possible sans rompre avec des traités fondés sur le dogme de la concurrence libre et non faussée et sur la remise en cause du droit des peuples et des nations à se gouverner démocratiquement.

Nous avons besoin d'un projet de solidarité Européenne ; cela nécessite que les peuples européens recouvrent leur souveraineté politique et économique. Ce projet est à construire avec les pays et les peuples qui ont la volonté d'affirmer cette souveraineté et de construire un nouveau projet européen avec les valeurs et les principes de solidarité et d'internationalisme.

Il est possible et nécessaire de coordonner le vœu de souveraineté nationale provoqué par des coupes budgétaires et les politiques d'austérité dans l'UE avec notre tradition internationaliste. En ce sens, c'est important de donner la priorité aux alliances avec ces pays qui souffrent de l'endettement et qui sont soumis à l'architecture de l'UE, en motivant et en coordonnant un projet de gauche avec d'autres forces européennes.

1/ Pour une Europe respectueuse de la souveraineté populaire

Nous défendons une refondation de l'Europe en application des principes de justice, de progrès social et de démocratie en respectant les droits démocratiques des nations et des États européens, y compris par le recours au référendum sur les évolutions nécessaires de la construction européenne. Il appartient aux peuples de décider des compétences d'un espace politique démocratique pour l'Europe, de l'architecture démocratique pour le continent et des prérogatives des Parlements, en respect des droits démocratiques et souverains des peuples.

Il est nécessaire de revoir la manière dont le cadre européen et les prérogatives des États membres et des nations s'articulent. L'Europe ne doit pas se substituer aux États, au niveau national et à leurs prérogatives mais favoriser la coopération sur des projets communs et les défis mondiaux. La souveraineté de chaque état doit être respectée. La légitimité démocratique de chaque pays doit primer sur les traités européens actuels. Un État doit pouvoir bénéficier d'un droit de non application sur les directives et décisions européennes qui sont une régression par rapport aux acquis sociaux et démocratiques et aux droits dont bénéficie sa population. Les lois européennes doivent être élaborées dans un cadre associant le Parlement européen et les Parlements nationaux. La Commission européenne ne peut pas avoir le droit d'initiative législative, qui doit appartenir conjointement aux Parlements nationaux et au Parlement européen. De même, les pressions des lobbies doivent être interdites.

Nous voulons aider les gouvernements qui veulent sortir de la logique libérale et qui veulent faire avancer l'idée de progrès en Europe.

2/ Un pacte pour un nouveau modèle de développement

Il est nécessaire de rompre avec les règles de la mise en concurrence libérale et avec l'austérité. Le pacte de développement que nous proposons répond aux besoins sociaux.

La reconstruction du tissu économique et des outils monétaires de l'Europe doit être mise au service d'un nouveau modèle de développement axé sur des investissements publics et des créations d'emplois conditionnés à des critères sociaux et écologiques. L'argent que la BCE injecte à perte pour les banques et les multinationales doit être réorienté au service d'une politique de relance audacieuse, socialement utile et écologiquement soutenable, de la relocalisation industrielle qui s'impose et de la création de postes de travail stables. Cette politique permet de mettre en œuvre la nécessaire transition écologique. L'Europe, en collaboration avec les États, doit assurer une concertation stratégique sur les grandes filières industrielles pour la défense de la production, du travail, ou de leur reconversion. Cela suppose d'identifier les besoins relatifs à la transformation énergétique, aux infrastructures de transports, à l'éducation et à la formation, à l'avenir industriel et des processus de fabrication en Europe qui évoluent vers de nouvelles problématiques telles que l'économie circulaire et des gisements d'activités et de travail que recèle ce secteur. Cela implique d'assurer la maîtrise publique de l'énergie. Les privatisations doivent être stoppées et le secteur public doit récupérer tout ce qui a été privatisé. Un moratoire sur toutes les politiques de déréglementation de l'énergie et des transports doit être promulgué, ainsi qu'un plan pour la sobriété, l'efficacité et la diversification énergétiques. Le développement durable doit être fondé sur de l'investissement dans la recherche scientifique et technologique. La Politique Agricole Commune doit être réformée pour rompre avec le pouvoir de l'agro-industrie et ses logiques productivistes et être mise au service d'une agriculture qui garantit des prix de base et stables aux agriculteurs et aux pêcheurs, ainsi que pour assurer une nourriture saine et abordable pour les gens. Les fonds publics ne doivent pas être utilisés pour soutenir le système de production industriel chimique et faciliter des prix bas sur le marché mondial, qui s'impose aux petits et moyens agriculteurs en Europe, ainsi que les agriculteurs dans les pays du tiers-monde. La pratique de l'agriculture biologique devrait être une condition préalable à l'obtention d'un soutien financier et il faut un plafond de soutien financier par unité agricole afin de promouvoir un développement structurel rural soutenable. De plus, l'aide financière doit être consacré au soutien des biens publics : emploi, marchés locaux et régionaux forts, projet de développement de l'agriculture biologiques à petite échelle, à l'installation de jeunes agriculteurs et pêcheurs pour un renouvellement et une vitalité des générations dans les zones rurales, à une nourriture et alimentation de qualité, au bien-être des animaux et à la protection de la biodiversité, de l'eau et du climat. C'est ainsi que l'UE peut devenir un acteur majeur de la question environnementale et climatique.

Ce nouveau modèle de développement doit être élaboré démocratiquement, en associant les états et en venant en appui aux politiques mises en œuvre au niveau national. Un fonds de développement social et écologique européen, au contrôle et aux décisions duquel sont associés les états membres, doit être mis en place pour ce faire.

La défense et l'extension des services publics, au niveau national et au niveau européen, sont des outils pour mettre en œuvre une nouvelle politique de développement qui prenne le contre-pied de la logique libérale. Cela doit s'appuyer sur un outil de contrôle transparent et démocratique. Un observatoire de la dégradation des services publics, avec des critères communs dans chaque pays, doit être instauré. Pour les pays qui le souhaitent, différents services publics nationaux peuvent se rapprocher afin de prendre en compte les défis communs qui se posent pour les peuples d'Europe.

3 / Lutter contre les inégalités et pour l'emploi, rompre avec le dumping social

La lutte contre le dumping social est un élément fondamental si l'on veut que l'idée de solidarité et de rapprochement entre les peuples européens subsiste. L'Europe doit agir pour faire converger les droits sociaux et démocratiques en vigueur dans les États membres vers le haut pour mettre fin au dumping social. Nous exigeons l'introduction d'un principe de non-régression sociale dans l'UE qui permette de n'appliquer des dispositions de l'UE en matière sociale et environnementale que si elle est supérieure à la législation nationale. La directive sur les travailleurs détachés, qui organise une différence de traitement, pouvant aller jusqu'à 30 % de la rémunération doit être retirée. Et une nouvelle directive affirmant le principe « à travail égal, salaire égal » doit être adoptée. D'une manière générale l'objectif doit être d'assurer progressivement à tous les travailleurs l'égalité de traitement en termes de salaire et de protection sociale et de conditions de travail.

Le droit à un revenu décent pour toutes et tous implique d'assurer réellement l'égalité femmes/hommes en matière de salaires et de progression de carrière. Selon les chiffres d'Eurostat de 2012, le taux d'emploi chez les 20-64 ans est inférieur de 12 points chez les femmes par rapport aux hommes (58% contre 70%). L'écart de rémunération est de 16%. Les contrats à temps partiels sont de 32% pour les femmes et de 9% pour les hommes. 21% des Européennes ont un revenu inférieur aux salaires minimums. Bien que les traités

européens promeuvent officiellement l'égalité femmes-hommes, la réalité est tout autre.

La réduction du temps de travail pour toutes et tous doit être encouragée dans toute l'Europe, pour faire reculer le chômage et permettre l'accès à l'emploi des jeunes. La suppression du temps partiel imposé, la lutte contre la division sexuée du travail, la mise en place et le renforcement d'un véritable service public de la petite enfance et d'un système européen de congé parental égal et intransférable entre les femmes et les hommes feront reculer les discriminations dont sont victimes les femmes. Un revenu suffisant pour vivre dignement doit être assuré pour chacun, y compris pour les personnes sans emploi.

Le plan de développement européen, la réduction des inégalités salariales et la défense de l'emploi en Europe pose la question de la manière dont l'UE s'inscrit dans le commerce international. La rupture avec le TTIP, CETA et TISA doit être immédiatement opérée. Il s'agit pour le PGE, comme pour d'autres secteurs, d'une revendication politique immédiate majeure. Le PGE entend renforcer et élargir les cadres unitaires de campagne pour la fin des négociations sur le TTIP, CETA et TISA. Le PGE appelle au développement de la mobilisation contre le CETA afin d'empêcher sa ratification par les Parlements nationaux et régionaux.

L'UE doit opposer au système de libre-échange et de baisse des normes sociales et environnementales des règles rendant les échanges mutuellement avantageux.

4 / Se réapproprier l'argent : rompre avec le dumping fiscal, lutter contre l'évasion fiscale, reprendre le pouvoir sur les banques et sur l'Euro

L'Europe doit combattre le dumping fiscal. Le cadre actuel permet la floraison de paradis fiscaux et organise la compétition fiscale entre les pays. Aujourd'hui, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Irlande, les Pays-Bas et d'autres pays de l'UE entrent de plus en plus *de facto* dans cette catégorie. Les affaires luxleaks et swissleaks ainsi que les Panama Papers ont révélé l'ampleur de ce système organisé. Le démantèlement des paradis fiscaux et la lutte sans concession contre l'évasion fiscale et contre toutes les formes de criminalité financière sont des enjeux majeurs pour l'Europe. Il s'agit d'un chantier et une lutte structurants pour les prochaines années, afin de bâtir un système fiscal qui servent les intérêts de plus grand nombre et qui soit au service du bien commun. Un système fiscal qui transférera le fardeau fiscal des classes populaires et moyennes vers les classes supérieures, afin d'aider les couches sociales les plus vulnérables, de remédier aux inégalités existantes et de promouvoir une croissance en faveur de l'intérêt public. Dans ce combat, nous devons construire un large front pour lever le voile du secret qui entoure les places financières et les paradis fiscaux qui, en plus d'offrir une taxation très faible ou nulle, constitue également des destinations pour couvrir des activités potentiellement illégales. Les intérêts des peuples doivent reprendre le pas sur les intérêts protégés des multinationales. Les mouvements de capitaux doivent être contrôlés et les opérations à visée uniquement spéculative prohibées. Une taxe sur les transactions financières et un impôt sur le capital, entre autres, pourraient financer un fonds européen de développement social et écologique, qui pourra ainsi être financé par un investissement massif annuel. Le PGE étudiera la proposition de la CES d'un plan d'investissement à hauteur de 2% du PIB européen pendant 10 ans.

La rupture avec l'austérité implique la rupture avec la dictature de la dette. La dette des États des pays d'Europe du sud doit être annulée ou renégociée par une conférence européenne de la dette. En premier lieu, l'exigence du gouvernement grec de renégociation de la dette doit être entendue par le conseil européen et la commission européenne.

Se réapproprier l'argent implique de refonder le rôle des banques dans tous les pays européens et l'architecture de la zone Euro. La mise en place d'un contrôle démocratique de la BCE, ainsi que de la réforme de son rôle et de son fonctionnement exige des changements fondamentaux. La BCE doit s'engager en faveur de la défense de l'emploi et du développement écologiquement soutenable. Elle doit pouvoir prêter aux États en dernier ressort. Pour les États qui souhaitent en faire partie, l'union monétaire doit également être refondée. L'Euro est devenu aujourd'hui une arme de guerre des classes dirigeantes. Il faut rompre avec la conception de l'Euro comme instrument disciplinaire. La conception de la monnaie européenne doit être profondément refondée. La monnaie doit être un outil au service de l'économie réelle, de nouveaux objectifs de développement industriel, agricole, social, écologique et du bien commun, et non un fétiche. Les peuples doivent reprendre la main sur l'Euro. À l'intérieur de la zone Euro, la monnaie doit être utilisée de manière commune et concertée en incluant des mécanismes prenant en compte les évolutions économiques et sociales des différents États. En tout état de cause, aucun pays ne peut se voir obligé de rejoindre la zone Euro. Un pays qui décide démocratiquement de quitter l'Euro doit pouvoir le faire sans subir de mesures punitives, de pressions et de chantage.

Le PGE poursuit la réflexion et le débat sur la monnaie unique et étudie les alternatives qui ne pénaliseraient pas les peuples et ne remettraient pas en cause leurs conquêtes sociales et démocratiques.

5/ Pour une Europe de la transition écologique et énergétique socialement juste

L'urgence est à la construction d'une Europe « bas carbone » qui doit montrer l'exemple avec de nouvelles politiques publiques énergétiques, de transport, du logement ou encore de l'agriculture. Les mix énergétiques doivent être composés d'énergies les plus décarbonées possibles avec une emphase croissante sur les sources renouvelables. Les choix de production et d'investissement doivent être opérés suivant des critères de préservation des écosystèmes locaux et de protection de la biodiversité. Nous refusons le productivisme et le consumérisme capitalistes. Le PGE privilégie des différentes modes de production, découlant de politiques industrielles qui permettent la création de technologies propres, qui sont respectueuses de l'environnement.

L'Europe est un espace politique qui permet de porter la lutte contre le réchauffement climatique à une échelle continentale, pour développer les énergies écologiquement soutenables et promouvoir des économies d'énergie. Tout pas en avant vers le progrès social est indissociable de la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique. Il s'agit d'un processus de long terme dans lequel les efforts pour « verdier » le capitalisme n'ont pas leur place. La logique du profit à court terme n'est pas compatible avec la préservation des écosystèmes. Cela implique que les peuples s'approprient les questions environnementales et énergétiques. La question de l'accès aux ressources naturelles qui se raréfient, telles que l'eau, les surfaces cultivables ou les énergies fossiles, deviennent des enjeux géopolitiques majeurs. La COP 21 s'est fixé des objectifs mais non les moyens de les atteindre. L'Accord de Paris sur le climat est un pas dans la bonne direction mais il reste très insuffisant. La réduction des émissions de CO2 est un objectif politique majeur pour limiter le réchauffement climatique à 2 degrés : elle devrait représenter 75% des émissions actuelles en 2030. Les objectifs de réduction des émissions de CO2 à 30% en 2020 et à 40% en 2030 sont bien trop bas. Les économies d'énergie et le développement, par un développement des investissements publics, des énergies écologiquement soutenables sont absolument nécessaires. Cela concerne en premier lieu les transports et l'industrie. L'extraction des gaz de schiste doit cesser. L'Europe doit agir pour mettre fin à la spéculation sur les matières premières.

Nous défendons une Europe autosuffisante pour les produits alimentaires majeurs. L'avenir de la politique agricole et alimentaire européenne doit être décidé dans le cadre de politiques publiques qui répondent aux besoins réels et aux défis de la santé publique. L'usage des pesticides polluants doit être abandonné. Nous portons l'ambition de fournir à tous une alimentation variée et de qualité. Les politiques agricoles européennes soient un bouclier contre l'intrusion des marchés spéculatifs dans le domaine de l'agriculture. Nous défendons une nouvelle politique agricole qui puisse rompre avec les logiques productivistes et être mise au service d'une agriculture qui garantisse des prix de base stables aux agriculteurs et aux pêcheurs. Les aides doivent être conditionnées en fonction de la production, des enjeux écologiques et de la fragilité des filières. La production agricole doit respecter une conception juste et bénéfique pour tous des échanges internationaux avec les pays en développement.

6/ Pour une Europe de l'égalité des droits pour toutes et tous

Le PGE se place dans l'héritage de celles et ceux qui ont fait prévaloir en Europe et dans le monde les « droits naturels et imprescriptibles » de toutes les femmes et de tous les hommes et entend poursuivre leur combat. Comme le disait la déclaration des droits de 1793 : « *Il y a oppression contre le corps social, lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé* ». La violence de l'offensive néoconservatrice et la menace des hystéries ethnicistes à travers le continent européen fait de la question de la défense et de l'extension des droits humains un terrain d'affrontement majeur. Le PGE se place au premier rang des défenseurs d'une société de liberté et d'égalité. La lutte contre le racisme, la xénophobie et les conceptions essentialistes de la nation fondées exclusivement sur le sang est une de priorités. La lutte contre le terrorisme ne doit pas mener à une réduction des libertés publiques.

Les droits politiques et syndicaux doivent être partout défendus. L'état d'exception qui s'instaure peu à peu dans divers pays européens doit être aboli. La criminalisation des mouvements sociaux et des mouvements démocratiques doit être combattue. Un véritable pluralisme et une véritable indépendance de la presse,

contre les intérêts des grands groupes de médias, assuré.

Partout en Europe, les droits politiques, sociaux, démocratiques et plus largement l'ensemble des droits humains doivent être alignés sur le mieux-disant. Les travailleurs d'Europe ont besoin de droits communs forts en matière de droit du travail et de droit d'accès à une sécurité sociale, surtout dans un contexte de développement des mouvements transfrontaliers de main d'œuvre.

C'est également le cas de l'application de l'égalité femmes-hommes dans les domaines économiques et politiques. L'égalité salariale entre les femmes et les hommes est un impératif immédiat. Partout en Europe les femmes doivent pouvoir disposer librement de leur corps. Nul ne peut être vendu ou contraint à louer son corps. Nous appelons au renforcement de la lutte contre les trafics humains. Nous défendons la perspective de l'abolition de la prostitution.

Le droit d'accès à une éducation laïque, de profiter d'un système de santé performant, de vivre dans un environnement sain, de pouvoir s'exprimer librement, le droit à la sûreté, le droit d'accès à un système juridique indépendant des pressions et permettant à un procès équitable ainsi que la résistance à l'arbitraire doivent être assurés partout en Europe. Les LGBTIQ sont victimes de discriminations voire, dans un certain nombre de pays, de persécutions, à l'école, sur les lieux de travail, dans l'accès aux traitements médicaux, avec souvent la complaisance des autorités étatiques et des forces de police. Ils sont la cible des discours conservateurs sur la famille qui veulent renforcer le patriarcat. Dans la plupart des pays européens, les transgenres sont souvent privés du droit à l'autodétermination de leur identité de genre.

L'éducation joue un rôle important dans la formation des citoyennes et des citoyens. Nous défendons une conception de l'éducation qui rompe avec l'idée d'une formation utilitariste adaptée uniquement pour les besoins économiques immédiats. L'éducation doit préparer les futurs citoyens délivrés des préjugés liés aux origines ou au sexe. Elle doit combiner la transmission des connaissances avec celle du savoir-faire. L'école doit être gratuite, laïque, délivrée de l'emprise des intérêts privés. L'université et la recherche doivent être libérées des pressions économiques.

Le PGE se bat pour l'harmonisation des droits et un alignement des politiques économiques, sociales et fiscales tirant vers le mieux disant en Europe.

7/ Pour une Europe espace de paix et de sécurité

Une coopération régionale de progrès pourrait considérablement transformer le cours de la mondialisation en faveur d'un monde de paix et d'échanges internationaux équitables pour tous, répondant aux besoins humains et aux défis environnementaux mondiaux.

La politique de voisinage et de relations internationales de l'Europe doit être guidée par les principes de coopération, de co-développement, notamment avec les pays méditerranéens, africains, asiatiques et latino-américains.

L'Amérique Latine et les Caraïbes sont redevenues un front d'offensive des classes dominantes qui veulent récupérer leur influence perdue et renverser les gouvernements progressistes de la région qui défendent les droits des peuples contre les intérêts capitalistes et impérialistes. Le PGE travaille avec les partis alliés de la région, pour que les intérêts du plus grand nombre priment sur ceux des 1%.

Les accords d'association avec l'UE doivent être un levier de progrès social et de défense des droits. Ils peuvent être suspendus. C'est notamment le cas de l'accord avec Israël qui doit être suspendu aussi longtemps qu'Israël viole les droits humains internationaux. L'Europe doit être un levier pour la paix et la défense des droits des peuples, notamment dans son voisinage immédiat, au Proche-Orient et en Ukraine.

Il est nécessaire de prendre les initiatives diplomatiques nécessaires pour faire naître des solutions politiques aux conflits du Proche et Moyen-Orient, rétablir une paix juste dans cette zone et promouvoir un développement économique et social répondant aux besoins fondamentaux des peuples. L'ensemble des pays européens et l'UE elle-même doivent reconnaître la Palestine. La Gauche Européenne défend l'établissement d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, en application des résolutions de l'ONU, c'est-à-dire la reconnaissance d'un état palestinien viable dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

Une solution politique doit être trouvée pour la reconnaissance des droits du peuple sahraoui, par la tenue du referendum d'autodétermination.

Le PGE s'oppose à la militarisation accrue de la politique étrangère de l'UE et à la participation des forces militaires des pays européens à des opérations extérieures. La présence agressive de l'OTAN en Europe doit être combattue, et le combat doit s'amplifier pour la dissolution de l'OTAN. Nous devons nous opposer résolument au diktat de l'OTAN cherchant à que les nations européennes consacrent au moins 2 % de leurs

PIB aux fins militaires. Les investissements militaires renforcés des États-Unis notamment en Europe de l'Est doivent faire l'objet d'une condamnation. Les installations en cours de construction ou déjà opérationnelles du bouclier anti-missile doivent être démantelées immédiatement. Le renforcement de la militarisation des sociétés en Europe de l'Est, par la création de milices provenant souvent de milieux ultra-nationalistes, doit être combattu. L'Union Européenne et la Russie doivent retrouver le moyen d'un dialogue apaisé et constructif, en mettant sur la table l'ensemble des sujets de friction, militaires, politiques, territoriaux, énergétiques.

Le problème Chypriote est essentiellement un problème international d'invasion et d'occupation illégale, en violation des principes fondamentaux du droit international et de la Charte des Nations Unies, mais il a également un aspect interne, de restauration des relations entre les deux communautés de Chypre, le Chypriote Grec et le Chypriote Turc. Les négociations entre les dirigeants des deux communautés à Chypre, qui se déroulent sous les auspices de l'ONU, sont à un moment crucial. La solution pacifique globale du problème Chypriote doit être conforme aux accords de haut niveau de 1977 et 1979, à la Charte des Nations Unies, au droit international et à l'acquis communautaire de l'UE. Elle doit respecter le cadre convenu pour un Etat Fédéral, bizonal et bicommunautaire doté d'une souveraineté unique, d'une personnalité internationale unique et d'une citoyenneté unique, comme il est prescrit dans de nombreuses Résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU. Dans le même temps, elle doit prévoir l'égalité politique des deux communautés dans le cadre de la fédération, comme cela a été formulé par les Résolutions de l'ONU.

Le Parti de la Gauche Européenne soutient les négociations en cours et rappelle le rôle décisif, coopératif et constructif des forces de gauche dans la défense du droit du peuple Chypriote, des Chypriotes Grecs et des Chypriotes Turcs, de vivre dans un pays réunifié et libre. Pour cette raison, la solution doit prévoir le retrait des troupes d'occupations Turques et des colonisateurs, la fin du système anachronique de garanties étrangères et rétablir l'unité et l'intégrité territoriale de la République de Chypre. Elle devrait aussi restaurer et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales de tous les Chypriotes, y compris celles du droit au retour des réfugiés dans leurs maisons et dans leurs propriétés.

Il faut rompre avec l'idée d'« Europe forteresse ». L'Europe et les États membres doivent accueillir décemment les migrants, dans un contexte où la crise de la mondialisation libérale, les guerres, le chaos et la barbarie ravagent des régions entières du globe. La politique envers les migrants doit mettre en avant le critère de responsabilité européenne partagée. Cela implique également de lutter contre la surexploitation au travail et le travail illégal. Les accords de Schengen doivent être renégociés en faveur de politiques nouvelles concernant les migrations internationales et la liberté de circulation, devenues un phénomène structurel à l'échelle de la planète, et de co-développement.

L'Afrique représentera dans quinze ans le quart de l'humanité. A la fin du siècle, la moitié de la population mondiale de 15 à 64 ans sera africaine. Au-delà des urgences, il est nécessaire de travailler à un partenariat pour un codéveloppement durable entre les pays européens et africains. L'Afrique sub-saharienne présente un enjeu crucial pour le XXIe siècle, du point de vue de l'explosion démographique et du retard économique. La paix et la prospérité de la planète dépend donc en grande partie des réponses qui doivent être apportées à ces défis : assurer un emploi et l'accès aux biens et aux services fondamentaux à la population. L'exploitation des ressources naturelles doit être confisquée aux grandes multinationales pour revenir aux peuples.

Conclusion : les axes de campagne

Le PGE entend décliner ces axes politiques en axes de campagnes larges et ouvertes, en renforçant les actions déjà engagées :

- Pour une Europe qui permette aux peuples de reprendre la main sur les choix économiques : pour la sortie du pacte budgétaire, pour un plan d'investissement européen, en faveur de l'emploi, des services publics et de la transition écologique et énergétique soumis à l'acceptation des pays membres, pour la restructuration et la renégociation de la dette, pour une réforme profonde et la réorientation des injections monétaires de la BCE en faveur d'une politique de développement utile pour tous. Pour une harmonisation sociale seule à même d'empêcher le dumping généralisé entre les Etats-membres. Cela signifie remettre en cause les Traités Européens existants, à commencer par celui de Lisbonne, ainsi que les mécanismes de gouvernance économique, le pacte budgétaire et le semestre européen.

- Pour la constitution d'un large front populaire et progressiste de la gauche contre l'extrême-droite et le fascisme.
- Promouvoir une large unité entre la classe ouvrière et les pauvres en luttant contre la pauvreté et en promouvant la solidarité.
- Pour la lutte contre l'évasion fiscale. Impunité 0 contre l'évasion fiscale.
- Pour la réduction du temps de travail, un revenu décent pour tous et une politique publique d'investissements en faveur de l'emploi.
- Pour la rupture des négociations du TTIP, TISA et pour l'empêchement de la ratification du CETA.
- Pour l'égalité des droits pour toutes et tous : pour l'égalité femmes/hommes dans tous les domaines.
- Pour un accueil digne et une politique d'aide des migrants et des réfugiés.
- Pour un changement fondamental dans le système énergétique, avec une réduction drastique des émissions de CO2 et un avenir basé sur une énergie écologiquement durable.
- Pour une Europe promotrice de la paix : pour le désarmement nucléaire, pour le démantèlement du bouclier anti-missiles, pour une initiative de paix au Proche et au Moyen-Orient. Le PGE soutient les mouvements pacifistes et les campagnes de désarmement.

III. Changer les rapports de force partout en Europe

1/ Promouvoir l'unité pour un front commun des forces de progrès

Nous avons des leçons importantes à tirer des trois années écoulées. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche en Grèce montre tout à la fois que des victoires sont possibles et que le changement des rapports de forces politiques dans un seul pays ne suffit pas. Il faut ouvrir des brèches dans les autres pays pour renverser le rapport de force en Europe. L'expérience de la Grèce est en cours et le peuple grec aura à nouveau besoin de gagner des batailles européennes face à la troïka et dans l'Eurogroup.

Les progrès des convergences à gauche en Europe ces dernières années démontrent que l'unité sur un contenu n'est pas un vain slogan. L'évolution des rapports de force en Europe peut dessiner progressivement un autre futur possible pour rompre à la fois avec les logiques austéritaires, les politiques néolibérales et les logiques xénophobes d'où qu'elles viennent.

C'est le défi pour l'ensemble des forces de la gauche européenne. Il faut des victoires qui rendent crédibles, dans nos pays et au niveau européen, une alternative de gauche. Ce qui est vrai pour la Grèce ou pour le Portugal, sera vrai également si dans les années prochaines une autre force de gauche est amenée aux plus hautes responsabilités.

Pour lutter plus efficacement contre la poussée des forces xénophobes, développer un projet politique crédible alternatif à l'austérité, contester l'attitude défaitiste et l'orientation libérale de la majorité des directions sociales-démocrates, la gauche doit se donner les moyens de travailler à la refondation d'un nouveau front historique, majoritaire et susceptible d'unir les forces sociales ayant intérêt au changement, autour des questions de justice sociale, des droits fondamentaux et de la souveraineté populaire.

Notre objectif est tout simplement d'unir tous les secteurs de la population ayant intérêt à en finir avec les dévastations d'un capitalisme prédateur, en particulier les couches populaires, qui forment la majorité de la population, dont le niveau de vie stagne ou diminue.

Des brèches existent. Des secteurs sont disponibles ou susceptibles de l'être : ce sont les énergies politiques, sociales, citoyennes, intellectuelles qui affichent leur opposition à la doxa budgétaire et austéritaire. Le PGE appelle donc à unifier le plus largement à gauche tous ceux qui partagent la volonté de porter un coup d'arrêt aux dévastations provoquées par des politiques ruinant jusqu'à l'idée même d'un rapprochement entre les peuples européens.

Les organisations syndicales qui luttent pour les intérêts des travailleuses et des travailleurs sont des points d'appui fondamentaux pour refonder l'Europe. Un mouvement syndical actif est nécessaire pour rompre avec les politiques d'austérité. Des mouvements sociaux organisés à l'échelle européenne, à l'image de celui des dockers contre la directive de libéralisation des ports, le sont également. Le PGE soutient leur

développement. Le PGE est disponible pour travailler à l'échelle européenne avec la CES et les organisations syndicales disponibles afin de porter un projet européen au bénéfice des travailleurs. Le PGE reconnaît l'importance cruciale des Syndicats et des mobilisations sociales pour changer le rapport de force dans le monde du travail et plus largement dans le peuple. Nous apporterons notre soutien aux travailleurs en grève et nous faciliterons toutes formes de solidarité et d'informations sur ces mobilisations en Europe.

La bataille culturelle revêt une importance cruciale. La diversité culturelle des peuples d'Europe est une richesse et elle doit être préservée. Les classes dirigeantes utilisent l'arme culturelle pour imposer leurs propres représentations aux peuples et pour légitimer l'offensive néo-libérale et néo-conservatrice dans les consciences et les représentations, souvent en dévoyant les concepts politiques et sociaux venus de la gauche. La culture pour la gauche européenne est un outil d'émancipation pour faire avancer les idées de liberté, de résistance à l'oppression, de solidarité et de défense du bien commun.

La rapidité des évolutions politiques ces derniers mois montre qu'une telle vision est réaliste. L'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce, malgré les coups de barrage et les coups de force imposés par les classes dirigeantes européennes, l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste, la poussée de la gauche au Portugal, les changements en Espagne illustrent ces possibilités. Le PGE affirme sa volonté de travailler avec toutes les forces de gauche engagées dans l'opposition d'austérité, même quand des débats les traversent sur les solutions à la crise européenne. Il affirme aussi sa volonté de travailler avec les sociaux-démocrates qui n'acceptent pas de renoncer aux valeurs de la gauche et refusent de relayer l'offensive néo-libérale. Le PGE souhaite approfondir les relations avec les forces écologistes qui ne se résignent pas au « capitalisme vert » et qui partagent le souci d'allier transformation sociale et transformation écologique.

De plus, l'émergence dans toute l'Europe de mouvements citoyens, et de forces politiques qui, de manière parfois confuse, s'en réclament, montrent qu'il existe une volonté importante en Europe de réappropriation par la population des outils de la puissance publique et de la souveraineté populaire ainsi qu'une demande d'invention de nouvelles formes d'interventions politiques. Les aspirations concernent aussi bien des revendications concrètes par exemple la question du logement, de l'eau, de l'énergie, du climat ou des exigences de transparence politique, de démocratisation de l'espace public. Ces mouvements remettent au cœur du débat public la question centrale du bien commun.

2/ Construire un cadre permanent des forces de progrès en Europe

Le PGE s'est lui-même construit en rassemblant des forces issues de traditions diverses. Il a su avancer grâce au consensus qui a respecté sa diversité. En même temps, il a gagné en cohérence. De nouveaux débats nous traversent liées aux défis de la nouvelle phase en cours. Nous devons mieux travailler en permanence avec des forces nombreuses qui ne rejoindront pas le PGE.

Partant de l'état réel des rapports de forces en Europe, notre parti européen décide de prendre les initiatives nécessaires pour franchir une nouvelle étape dans notre ambition de convergence et de solidarité des forces progressistes. La question centrale est celle de la construction permanente de la coopération avec toutes les forces progressistes d'Europe. Et cela de manière résolument audacieuse. Nous devons travailler avec toutes les forces présentes dans la GUE-NGL. La GUE-NGL joue un rôle majeur dans la défense des principes de solidarité, de justice, des droits humains, des droits des femmes, des services publics et de la paix. Nous devons également travailler avec les nouvelles forces de gauche qui émergent dans différents pays européens, comme en Espagne, en Belgique, en Irlande, en Pologne, dans les pays des Balkans, ainsi qu'avec de nouveaux mouvements ou de nouvelles initiatives citoyennes, sans exclusive sur le rapport critique aux institutions et à la monnaie européennes. Il existe aussi des forces désormais disponibles au travail commun parmi les écologistes ou certains secteurs de la social-démocratie.

Pour cela, le PGE souhaite renforcer les initiatives d'ores et déjà lancées, telles que le forum du sud à Barcelone, le forum des alternatives à Paris et l'Alliance contre l'austérité à Athènes. Ces cadres permettent la rencontre avec les mouvements sociaux, citoyens et intellectuels. Les Initiatives citoyennes européennes sur l'eau, sur le TTIP et les campagnes sur l'égalité femmes/hommes et les droits des femmes sont encore d'autres lieux d'élaboration et d'actions communes et pluralistes auxquels le PGE participe fortement.

Se pose aujourd'hui la question d'un nouveau saut qualitatif dans cette démarche. Les défis de l'heure

illustrent la nécessité de nouvelles alliances élargies. Nous appelons à la création et à la structuration d'un nouvel espace politique de convergence à l'échelle de l'Europe, qui pourrait dans un premier temps être un forum politique européen annuel. Cet espace aura pour vocation de regrouper toutes les forces politiques, sociales, syndicales, intellectuelles, associatives qui aujourd'hui, cherchent des voies de sortie de crise par le progrès. Ces différentes forces peuvent ne pas être entièrement d'accord sur la meilleure manière de mener la bataille. L'essentiel est de partager un objectif commun. Le forum de Sao Paulo montre une voie possible. Le spectre politique couvert est délibérément large, regroupant les forces partageant le même souci de défense des droits humains, des droits sociaux et de la souveraineté populaire. Il s'agirait à la fois d'un lieu d'échanges d'expérience, d'élaboration et d'actions. Cela mettra en valeur les intérêts historiques convergents dans la situation actuelle, en partant des rapports de force réellement existant, en portant notre regard au-delà des divergences sur des questions conjoncturelles.

Pour remplir cet objectif et se mettre au service de cette ambition, le PGE propose donc à toutes les forces disponibles la construction d'un Forum européen annuel ouvert à toutes les forces politiques, démocratiques et progressistes en Europe. Ce Forum permettrait d'établir les batailles communes pour construire de nouveaux rapports de force en Europe. Il devrait être ouvert, pluriel et participatif, avec des mouvements et des intellectuels, pour un travail de convergence.

Le PGE propose la tenue de ce premier Forum à l'automne 2017 à Marseille.

Le PGE qui accueille de nouvelles forces et compte aujourd'hui 38 partis membres, observateurs ou partenaires issus de 25 pays européens, s'engagera dans ce projet dans le respect de tous et sous la responsabilité de ses nouvelles instances de direction et de représentation, la Présidence collégiale, le secrétariat politique et le Bureau exécutif.

Plus globalement, le PGE fera désormais le point de son action, non seulement lors de ses Congrès tous les trois ans, mais tous les ans lors d'une Assemblée générale annuelle telle que définie par ses statuts.